

Malheureusement, l'infrastructure si nécessaire à la réalisation d'une recherche efficace en milieu universitaire se détériore au lieu de s'améliorer. Les programmes du CRSNG ont comblé certaines lacunes causées par les compressions budgétaires des universités, mais il est nécessaire que quelqu'un mette sur pied un programme beaucoup plus dynamique pour enrayer cette érosion et renverser la situation si nous voulons "en avoir plus pour notre argent" en ce qui concerne la productivité des chercheurs d'aujourd'hui et de demain.

Le Conseil n'a défini et documenté qu'un seul aspect, quoique très important, du problème global de l'infrastructure et il a décidé d'en tenir compte dans le présent plan quinquennal. Le problème a une telle envergure que l'élargissement du programme de subventions d'infrastructure représente une large part des augmentations totales demandées, soit le tiers des investissements additionnels d'ici les cinq prochaines années, tel que le démontre la figure 5. Mais, le Conseil est également conscient du fait qu'une partie des besoins découlent de la diminution du financement par les universités elles-mêmes, causée par l'érosion considérable des subventions provinciales par rapport à l'augmentation des inscriptions. Il faut donc se demander pourquoi le gouvernement fédéral, par l'intermédiaire du CRSNG, devrait assumer à lui seul la responsabilité de freiner l'érosion de l'infrastructure de la recherche, en l'améliorant à un niveau plus adéquat. Le CRSNG ne peut répondre à cette question; il se contente de souligner l'effet débilisant de cette situation sur la recherche et sur la formation de chercheurs et de quantifier le financement requis pour y remédier. Les fonds nécessaires ont donc été inclus dans le présent plan quinquennal, mais le programme, tout comme celui des professeurs-chercheurs, est présenté séparément, à titre d'activité qui engagerait le CRSNG dans des domaines autrefois financés en grande partie par les universités elles-mêmes.

Les accords fédéraux-provinciaux actuels, pour le soutien de la recherche universitaire et la formation de chercheurs sont incapables de répondre aux besoins de notre avenir technologique et économique. Le partage traditionnel du coût total de la recherche universitaire change rapidement: la part du CRSNG et du gouvernement fédéral augmente et celle des universités et des provinces diminue. Bien des dépenses de R et D et des frais d'infrastructure qui étaient acquittés par les universités sont maintenant imputés aux subventions du CRSNG, ce qui réduit par le fait même l'efficacité des fonds du fédéral. Il faut trouver une solution rapide au financement des programmes établis (FPE) avant que la base de notre effort global de R et D ne subisse des dommages irréversibles. Le budget du CRSNG n'a jamais été conçu pour combler les lacunes croissantes.

On n'a pas demandé au Conseil de proposer des changements aux accords actuels du FPE et, d'ailleurs, il ne juge pas approprié de le faire. Cependant, il faudra établir sans délai des dispositions qui visent à définir le rôle précis et essentiel des universités en matière de recherche et de formation de chercheurs.